

16 mars 1993 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, sur la proposition française d'une réunion anticipée du groupe des Sept pour une aide financière à la Russie et la plan de paix pour l'ex- Yougoslavie, Moscou le 16 mars 1993.

LE PRESIDENT ELTSINE.- Monsieur le Président Mitterrand, vous vous souvenez de la visite effectuée par le Président russe en France au cours de laquelle avait été accomplie une grande percée dans nos relations puisqu'a été signé le Traité sur la coopération et l'amitié entre les deux Etats. C'est le traité qui attendait sa signature depuis deux centenaires environ. Sur les bases de ce traité, et conformément à toute une liste d'arrangements et d'accords d'un autre genre signés également en France, on a eu au total trente-trois documents signés concernant divers domaines, en particulier l'élimination sécurisée des armements nucléaires, les questions de la conquête de l'espace, notre interaction financière et économique ainsi que le domaine scientifique, ce qui est d'une grande portée et d'un grand intérêt pour les chercheurs et scientifiques de France et de Russie.

- La visite actuelle de Monsieur le Président est considérée, c'est mon opinion, comme un pas considérable et d'une grande portée en particulier en raison de sa conjoncture et du moment. Nous avons parlé du Congrès des députés du Peuple et le Président de la France apporte son appui aux forces démocratiques et aux activités présidentielles ici en Russie.

- Après la visite précédente, il était nécessaire de réviser la mise en oeuvre des accords et arrangements signés et ensuite appliqués dans le temps qui s'est écoulé. Pour commencer, on a entamé les négociations entre les Présidents et ensuite on est passé à l'étape suivante avec la participation d'autres membres de la délégation. L'autre jour en France, nous avons entamé les toutes premières négociations dans une ambiance d'amitié, de sincérité, d'ouverture et le même esprit a été conservé lors des négociations d'aujourd'hui.

- Nous avons touché également aux problèmes internationaux, les points chauds : ex-Yougoslavie et Haut-Karabakh, Nagorny-Karabakh. Nous sommes ensuite passés aux questions liées à la réunion à Vancouver, prévue pour le 4 avril entre M. Clinton et le Président russe, et également à l'éventuel entretien au sommet du groupe du G7, donc avant la réunion de Tokyo afin d'avoir assez de temps pour débattre de tous les problèmes concernant la Russie et des possibilités d'appuyer la Russie dans ses efforts de réforme.

- J'aimerais dire ensuite que je suis tout à fait satisfait de cette réunion, le cours des négociations, l'ambiance qui a régné et les solutions que nous avons trouvées pour les questions débattues. Il faut dire également qu'on n'a pas laissé de questions en suspens.

LE PRESIDENT.- Je n'ajouterai que quelques mots. Après la visite d'Etat effectuée par le Président Eltsine en France, nous étions convenus d'une rencontre future du même ordre en Russie. Les circonstances ne s'y prêtaient pas, faute de temps, mais ce voyage officiel nous a permis en quelques heures et nous permettra encore pour le reste de la journée, de faire le tour

des questions du moment, des questions primordiales. Questions primordiales à l'extérieur : parmi d'autres bien entendu, l'ancienne Yougoslavie - les combats qui se déroulent actuellement, notamment en Bosnie - l'Arménie, le Haut-Karabakh et en Russie même, la situation intérieure.

- Le Président Eltsine a bien voulu me dire quels étaient ses sentiments sur les problèmes institutionnels qui se posent et nous avons également parlé de ce qu'il conviendrait de faire pour que les puissances intérieures, démocratiques, puissent contribuer au redressement économique et donc politique de la Russie et en même temps pour que les forces démocratiques et celles de la réforme, qui sont liées, l'emportent sur celles qui les combattent. Bien entendu, je ne me suis pas mêlé de la politique intérieure mais savoir si la Russie a définitivement pris la direction des réformes démocratiques, ou pas, concerne en tout cas toute l'Europe, et beaucoup d'autres encore. Or, c'est précisément le type de combat qu'entend mener le Président Eltsine.

LE PRESIDENT.- Sur ce terrain-là, j'ai indiqué que la France avait, dès le premier jour, pris une position favorable pour qu'une réunion au sommet des Sept puisse avoir lieu avant le rendez-vous pris à Tokyo - mais rendez-vous encore lointain - au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Comme un rendez-vous est pris actuellement entre le Président Eltsine et le Président Clinton à Vancouver le 4 avril, il pourrait paraître commode, juste après, dans cette ville ou dans une autre, dans ce pays ou dans un autre, mais rien n'est loin aujourd'hui, de faire se rencontrer les responsables qui le désireront. S'il n'y a pas de convocation pour un sommet proprement dit à huit - en général les sommets à sept sont comme les mousquetaires, ils sont huit - le 8ème étant le représentant de la Commission européenne, en l'occurrence Jacques Delors, si telle ou telle opposition persiste, pourquoi ne se réunirait-on pas quand même ? Moi j'y suis tout à fait disposé - c'est une suggestion que j'ai faite, j'en avais déjà parlé au Président Clinton - je suis tout à fait disposé à prendre part à l'organisation d'une réunion de ce type qui n'aurait pas d'appellation particulière, en avril, pour examiner de quelle manière on peut contribuer au redressement russe et à la bonne marche des réformes. Cela posera bien des problèmes entre les chancelleries, mais tout cela peut être réglé s'il y a la volonté politique. Autour de cette réunion beaucoup d'autres problèmes se posent qui sont déjà posés, il y a eu la réunion récente des ministres des finances, il y a eu le plan russe qui a été exposé, les problèmes de la dette et tout cela examiné dans la même réunion permettrait aussi de savoir de quelle manière les différents pays démocratiques seraient disposés à faire un effort supplémentaire. Plusieurs y sont disposés et ils se prononceront et ils diront ce qu'ils en pensent dans les jours à venir.

- Sur la Yougoslavie, peut-être poserez-vous des questions évitons de faire deux exposés, qui tendraient à être exhaustifs, donc trop longs, de même sur l'Arménie. Je vous ai dit là l'essentiel.

- Je remercie en tout cas le Président Eltsine de son invitation, de l'intérêt que j'ai trouvé aux conversations qui nous ont réunis. La France fait naturellement des vœux pour que la démocratie s'impose en Russie, ce qui ne sera possible que si les réformes économiques et politiques conformes finissent par l'emporter. Je vous remercie.

QUESTION.- Comment entendez-vous faire face aux attaques dont vous avez été l'objet de la part du Congrès, aux limitations de pouvoirs qui vous ont été imposées et d'autre part je voudrais également demander au Président Mitterrand, dans la même optique, si le soutien qu'il vient d'exprimer au Président Eltsine se manifesterait même si le Président russe était amené à prendre des mesures plus autoritaires ?

- LE PRESIDENT ELTSINE.- Eh bien ! avant tout, je voudrais donner une description très brève de ce qui s'est passé au cours du Congrès. Bien sûr, les résultats du Congrès provoquent beaucoup d'inquiétude chez nous. Le Congrès n'a pas solutionné la crise constitutionnelle, il n'a fait que l'approfondir. Il est bien regrettable que le Congrès d'une manière hautaine ait refusé le référendum au peuple russe. Je peux constater qu'il y a un très grave danger qui pèse sur la démocratie et les réformes et je vois une sorte de tentative pour restaurer le régime communiste des soviets. Aujourd'hui moi, en tant que Président, j'étudie attentivement la situation pour ne pas prendre hâtivement de décisions. J'étudie l'envergure du dommage porté par le Congrès au régime d'Etat et à la constitution de la Fédération de Russie. Après cet examen, je pourrai prendre des mesures nécessaires.

- LE PRESIDENT - Je dirai simplement à M. Bromberger qu'il a posé toutes les hypothèses à la

LE PRESIDENT.- Je dirai simplement à M. Brumberger qu'il a posé toutes les hypothèses à la fois. Et comme il n'y en aura qu'une, qui s'imposera dans la réalité - je ne sais laquelle - laissez-moi le temps de savoir ce qui s'est passé avant d'en juger. Je pense que le Président Eltsine dispose d'une marge qui lui permet de faire des propositions au peuple russe, que cette marge peut être employée de façon démocratique et que ceci sera ou devra être réglé dans les semaines ou les mois qui viennent. La France encouragera la Russie à se "sortir d'affaire" pour que ses institutions démocratiques nouvelles s'en sortent intactes. Mais il est évident que si nous n'avons pas à choisir entre les différents camps ou parties qui se partagent l'opinion russe - ce n'est pas notre affaire -, il est normal que nous souhaitons le succès de ceux qui s'engagent dans la voie démocratique.\

QUESTION.- Les conversations d'aujourd'hui se déroulent dans une situation tout à fait nouvelle après le Congrès. Comment envisagez-vous aujourd'hui les problèmes de coopération au plan international, les problèmes qui seront discutés au cours des prochaines réunions qui auront lieu, la réunion des 7 et votre conversation avec le Président Clinton. Quel rôle attribuez-vous à la coopération avec le monde extérieur ?

- LE PRESIDENT ELTSINE.- Je crois que de notre point de vue, notre politique extérieure reste sans changement, mais je crois que, dans l'établissement des contacts avec les chefs d'Etat des sept pays, avec d'autres pays aussi, nous allons entendre cet accent du Congrès puisque la possibilité de la restauration, cette éventualité font naître beaucoup d'inquiétude parmi les chefs d'Etat ! Et je crois qu'il nous faudra beaucoup moins de temps, que l'on pourrait résoudre au cours des semaines et des mois.. Il y a presque un an que nous sommes en train de résoudre les problèmes des dettes de l'ex Union soviétique - je veux dire les clubs de Londres et de Paris - et d'autres questions existent aussi, le problème des crédits par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, etc. Donc, la situation en Russie, je crois, va accélérer le processus de nos activités sur le plan de la politique extérieure de notre part et de la part de nos partenaires aussi.

- QUESTION.- Je voulais savoir si on pouvait s'attendre dans les semaines et dans les jours qui viennent à un remaniement ministériel important ?

- LE PRESIDENT ELTSINE.- Qu'est-ce que vous voulez-dire par "important" ? Le changement à 50 % ? Non. Mais des changements isolés au Cabinet ou au Conseil des ministres auront lieu, mais ce sont des changements isolés qui ont été déjà planifiés avant le Congrès. Ce n'est pas le résultat, le résultat du Congrès. C'est le simple résultat de leur travail dont je ne suis pas satisfait. Il y aura peut-être, deux, trois, quatre ou peut-être cinq personnes à remplacer.\

QUESTION.- Monsieur le Président Mitterrand, est-ce que les négociations d'aujourd'hui avec le Président de la Russie vous ont donné l'impression qu'il faudra utiliser l'autorité de la France pour que la communauté mondiale commence à appuyer plus activement les réformes russes ?

- Monsieur le Président Eltsine, je voudrais bien que vous nous confirmiez que sans cet appui, nos réformes se heurteront de plus en plus à toutes sortes d'obstacles.

- LE PRESIDENT.- Les puissances occidentales, les Sept, n'ont pas tous le même point de vue sur le type de réunion qui doit rassembler les participants des sommets. A quoi s'ajoute la position particulière du Japon qui préside, qui organise pour l'année en cours et qui ne souhaite pas qu'il y ait un préambule au Sommet de Tokyo. Mais le Sommet de Tokyo est maintenant tardif et les problèmes posés à la Russie sont urgents. Il y a donc contradiction entre le calendrier et les nécessités. Voilà pourquoi j'ai déjà exprimé le souhait, comme l'avait fait M. Jacques Delors, Président de la Commission européenne, que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent se rencontrer dans un délai beaucoup plus rapproché. Et l'opportunité des rencontres entre les Présidents Clinton et Eltsine, le 4 avril, laisse penser qu'après qu'aient été conduites les délibérations entre les deux Présidents sur les problèmes d'armements stratégiques qui les concernent, et eux seuls en la circonstance, on devrait pouvoir entamer la conversation sur les aides à apporter à la Russie pour donner plus de force à sa volonté de réforme démocratique, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique.

- Voilà la thèse de la France que je vous réitère. On doit pouvoir convaincre nos partenaires. Certains s'en tiendraient à une représentation de leur pays à un niveau de ministres techniciens ? Cela ne me paraît pas suffisant £ le sujet comporte nécessairement un choix politique

fondamental, je ne dis pas par rapport aux institutions internes de la Russie qui sont du ressort des citoyens russes, mais par rapport à la marche en avant de la démocratie ou le cas échéant de son recul. Alors, réunir bientôt, disons en avril, les huit, en tout cas ceux qui voudront et qui seraient déterminants dans une affaire de ce genre, me paraît absolument utile. C'est pourquoi j'insiste. J'en ai parlé au Président Clinton, j'en ai parlé au Chancelier Kohl, j'en saisisrai d'autres. C'est une initiative qui engage la France, mais nous n'entendons pas, naturellement, faire plus que nous ne pouvons. Le Président Eltsine m'a paru d'accord avec cette proposition et même il l'a souhaitée. Nous allons voir ce qui va se passer dans les jours qui suivent, d'ici le 4 avril.

- LE PRESIDENT ELTSINE.- J'aimerais bien ajouter quelques mots pour répondre à la deuxième partie de votre question. Non seulement nous avons besoin de cet appui, la réunion à Tokyo, c'est le mois de juin - juillet, et si nous attendons le mois de juillet, ce sera trop tard. Donc, l'initiative et les efforts du Président de la France, M. Mitterrand, sont inappréciables pour nous.\

QUESTION.- Vous avez vu à Washington le Président Clinton, vous avez reçu tout récemment à Paris, M. Milosevic, et vous êtes ici à Moscou. De ces entretiens, avez-vous le sentiment que les puissances internationales sont en mesure de faire quelque chose pour faire cesser le massacre en Yougoslavie ?

- LE PRESIDENT.- La première mesure qui me paraît s'imposer est de donner autorité au plan Vance - Owen dont on peut dire qu'il n'est pas parfait - la répartition en dix provinces de la Bosnie est une affaire délicate - mais nous ne connaissons rien de mieux. C'est en tout cas une base raisonnable pour aboutir à la paix. C'est le sujet dont j'ai parlé avec le Président Clinton. Vous savez de quelle manière il avait initialement réagi. Il m'a paru, à Washington la semaine dernière, d'accord avec cette épure. J'ai reçu entre-temps, à leur demande, MM. Vance et Owen qui m'ont dit : "pourriez-vous prendre l'initiative de nous réunir avec le Président Milosevic, car nous voudrions pouvoir débattre avec lui pour qu'il convainque les Serbes de Bosnie et pour que la Serbie, elle-même, s'organise autour de ce plan ?" Bien entendu, j'ai dit oui. Car l'essentiel c'est d'aboutir à la paix. La mesure humanitaire de toute évidence c'est celle-là. A eu lieu l'après-midi, une première rencontre, avec quelques progrès, mais c'était insuffisant. J'ai proposé aux deux négociateurs et à M. Milosevic de se retrouver, ce qu'ils ont fait, au ministère des affaires étrangères français et après le repas qui les a réunis, qui était un repas de travail, j'ai moi-même rejoint les négociateurs. L'opinion de M. Owen et de M. Vance a été exprimée : ils ont eu le sentiment d'un progrès. Maintenant, la responsabilité, l'initiative est la leur. Je pense - d'ailleurs cela sera dit dans un communiqué - que la Russie partage également le sentiment que ce plan Vance - Owen reste la base raisonnable de tout accord possible. Donc, nous poussons tous, dans le même sens.\

QUESTION.- Ces dernières années, le changement de la fédération de Russie dans la communauté mondiale, je veux dire à travers son économie et sa politique, est très rapide. Mais, après le dernier congrès, la situation politique a changé. Est-ce que vous croyez qu'il existe un danger de geler ce processus ?

- LE PRESIDENT.- Je répondrai d'une façon moins précise que ne pourrait le faire le Président Eltsine. Pour voir où en est exactement la Russie au regard de la position entre le Congrès et le Président et de ce qui les oppose, le jugement du Président Eltsine est évidemment plus précieux que le mien. Mais, (est-ce une vue trop optimiste des choses ?) je ne pense pas que rien puisse vraiment enrayer le progrès, même s'il y a des périodes de stagnation. De toute façon, je pense qu'il faut bousculer l'événement et le provoquer. Sur le plan qui est le mien - qui n'est pas la marche intérieure de la Russie -, je pense que le concert des nations qui sont en mesure d'aider la Russie à avancer dans la voie qu'elle a choisie peut être déterminant.

- LE PRESIDENT ELTSINE.- Je considère qu'avant le 8ème Congrès, les pays occidentaux n'ont pas eu une idée nette d'une revanche réelle en Russie. Le 8ème congrès a montré que cette revanche est bien réelle. Elle est réelle si les pays occidentaux ne font pas d'efforts pour appuyer la démocratie en Russie. S'ils appuient les réformes, au lieu de décélérer, ce processus sera accéléré, je vous l'assure.\

QUESTION.- Monsieur le Président, qu'attendez-vous exactement des pays occidentaux,

concrètement ? Quelle aide ? Une aide financière probablement, mais dans quelle direction, dans quel secteur prioritaire ? Les Occidentaux sont assez réticents disent les spécialistes, car ils disent que l'économie russe est désorganisée, que la corruption est grande et on a peur que - les Occidentaux, l'opinion publique - l'argent aille dans "un puits sans fonds". Que peut-on répondre à ces craintes, à ces inquiétudes ?

- LE PRESIDENT ELTSINE.- Je ne dis pas qu'il n'y a pas de corruption dans d'autres pays !

- Les directions tout à fait concrètes de coopération ? Les finances d'abord, l'appui financier. Deuxièmement, je viens de dire que par la contribution des pays occidentaux dans l'élimination des armes nucléaires, (malgré le fait que nous n'avons peut-être pas tous les documents signés) nous avons procédé déjà au début de l'élimination des fusées et des armes nucléaires.

Quotidiennement, je reçois des rapports concernant le nombre des fusées détruites. Donc, le nombre total de ces fusées ne s'accroît pas mais diminue. Mais la destruction de ces fusées est une tâche techniquement très difficile, c'est pourquoi la France a montré l'initiative en nous aidant dans la solution de ce problème. Il y a bien sûr d'autres pays qui se sont montrés volontaires pour nous aider.

- Puis après viennent les questions de l'espace, les questions de la science et de la technologie, la question des investissements directs qui seront utilisés au mieux par la Russie dans un cadre bilatéral, je continue : les questions sociales, la santé, les questions liées au développement et à la restauration des puits de production de gaz et de pétrole. C'est un problème qui est en train d'être résolu par plusieurs entreprises françaises & puis la compagnie "Aérospatiale" mène des travaux conjoints concernant les hélicoptères les plus puissants dont nous avons besoin pour l'exploitation, et l'exploration, l'extraction du gaz et du pétrole.

- Nous soulignons également le fait qu'après avoir signé la convention sur la destruction des armes chimiques, nous allons mener un énorme travail concernant la destruction de ce type d'armes. Nous avons accumulé une quantité de ces armes, dépassant plusieurs fois les besoins de beaucoup de pays du monde, et la destruction de ces armes exige des ressources financières & nous ne pouvons plus accumuler ces armes. Après vient la coopération économique dans d'autres directions : le transport par exemple, l'énergie, le transport ferroviaire, les chaussées, etc...

- Bref, cet appui à nos réformes, et là vous avez raison, n'est pas un financement pur et simple, quoiqu'il exige que nous payions immédiatement les dettes que nous avons. Mais avant de régler la question des dettes, - et nous devons payer 2,5 milliards de dollars des dettes de l'ex Union soviétique - ce qui est une tâche très difficile pour nous, et sans aide directe financière, nous pourrions nous trouver au bord du gouffre et les forces de revanche spéculent sur ces difficultés. Elles spéculent sur le fait que les gens vivent mal, qu'il y a beaucoup de difficultés dans le pays. Comme s'ils n'étaient pas liés à toutes ces difficultés, comme si les dirigeants du pays étaient contre le peuple et eux pour le peuple ! Les réformes sont calculées pour que, vers la fin de l'année, nous ayons un élément de stabilisation dans notre pays et pour que les investisseurs acquièrent la conviction de la sûreté de leurs investissements.\